

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du Curé Marion  
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 07/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BOISSON CONSTRUCTIONS BOIS JURA**

295 ROUTE DE ROBINET  
39570 L'étoile

Références : SG/MB/2025/L\_21  
Code AIOT : 0005900836

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement BOISSON CONSTRUCTIONS BOIS JURA implanté 295 ROUTE DE ROBINET 39570 L'Étoile. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOISSON CONSTRUCTIONS BOIS JURA
- 295 ROUTE DE ROBINET 39570 L'Étoile
- Code AIOT : 0005900836
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement « SAS BOISSON CONSTRUCTIONS BOIS JURA » est référencé au titre de la législation propre aux installations classées pour l'exploitation de différentes installations en lien avec le travail et le traitement du bois.

Les installations exploitées sont régulièrement autorisées par arrêté préfectoral n° 1388 du 8 août 2006 délivré à la « SARL BOISSON Charpentes ». Le bac de traitement, classé sous la rubrique n° 2415 de la nomenclature, relève initialement du régime de l'autorisation d'exploiter. Par décret n° 2023-151 du 02/03/23, cette activité relève dorénavant du régime de l'enregistrement.

Par jugement du 22 juin 2015, le tribunal de Melun a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la « SARL BOISSON Charpentes » conduisant à sa liquidation et la reprise des activités par un nouvel exploitant.

Par courrier du 23 mars 2016, l'exploitant actuel a sollicité auprès du préfet du Jura l'autorisation de reprendre à son compte les installations précédemment autorisées (demande de changement d'exploitant en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement). L'actuel président de la SAS BOISSON CONSTRUCTIONS BOIS JURA est un ancien cadre de l'entreprise. Ce changement d'exploitant a été acté par arrêté préfectoral du 24 mai 2016.

La production s'articule autour de la fabrication de chalets et maisons bois (taille/menuiserie) générant des tâches de perçage, d'usinage et dans une moindre mesure de collage, de bois rabotés / délignés, préalablement achetés en vue des opérations. L'entreprise travaille environ 300 m³/an de bois et traite une partie de sa matière première.

L'entreprise emploie 10 personnes.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Situation administrative              | Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 1.2.1 | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 2  | Contrôle de l'accès                   | Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.3.1 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 3  | Etat et gestion des matières stockées | Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3   | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 4  | Stockage des produits sur rétention   | Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.4.3 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 5  | Traitement du bois                    | Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 8.1.1 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 7  | Plan des réseaux                      | Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 4.2.2 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 8  | Impact sur les eaux                   | Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.5.6 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 8 mois                |
| 9  | Consommation d'eau                    | Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 4.1   | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 11 | Contrôle des installations            | Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.3.3 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | électriques       |                         |                                                                                                                            |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|-----------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 6  | Système de chauffage              | Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.13  | Sans objet        |
| 10 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 4.5.1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence diverses non-conformités dont certaines présentent un risque significatif pour l'environnement, notamment pour ce qui concerne l'activité de traitement du bois (rétention dégradée, alarme défaillante, dispositif de chauffage non maîtrisé...).

Plusieurs constats avaient déjà été établis lors de la précédente inspection de 2017 sans qu'aucune action corrective ne soit enclenchée.

Il est attendu de l'exploitant de corriger ces non-conformités dans les plus brefs délais.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 1.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :<br>- Rubrique 2415 - Installation de mise en œuvre de produits de préservation du bois - volume de 10 000 L - Autorisation ;<br>- Rubrique 1530 - Dépôt de bois - volume de 1 300 m <sup>3</sup> - Déclaration ;<br>- Rubrique 2410 - Atelier où l'on travaille le bois - puissance de 176 kW - Déclaration<br>[...]                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>Concernant la rubrique 2415 (traitement du bois), l'exploitant indique que le bac de traitement n'a pas été modifié vis-à-vis du volume autorisé de 10 000 L. Par décret n° 2023-151 du 02/03/23, cette activité relève dorénavant du régime de l'enregistrement. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 02/03/23 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 sont donc à prendre en compte (pour |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>les prescriptions qui concernent les installations existantes).</p> <p>Pour la rubrique 1530 (devenue 1532), l'exploitant indique un volume de bois stocké d'environ 200 m<sup>3</sup> (matière premières et produits finis), soit nettement en deçà du volume prévu par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Concernant la rubrique 2410, l'exploitant a transmis la liste des machines destinées au travail du bois et les puissances associées. D'après ce document, la puissance totale installée est de 205,5 kW. Les plaques de trois machines ont été consultées lors de l'inspection (moulurière 4 faces Weining, Entailleuse à commande numérique Hundegger K2 et Ponceuse à bande Viet) et confirment les informations figurant dans le relevé. Bien que légèrement supérieure au niveau défini dans l'arrêté d'autorisation, la puissance installée reste en-deçà du seuil de l'enregistrement fixé à 250 kW.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Porter à la connaissance du préfet l'augmentation de la puissance des machines liées au travail du bois (rubrique 2410).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

## N° 2 : Contrôle de l'accès

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.3.1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]<br/> L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.<br/> Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.<br/> [...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'est pas clôturé et cette non-conformité avait déjà été identifiée lors de la précédente inspection du 11/04/2017.</p> <p><b>Constat n° 2017/04/11-11 - Non-conformité (article 7.3.1) :</b> la situation de l'établissement apparaît non-conforme au regard de la prescription telle qu'elle est rédigée dans l'arrêté préfectoral n° 1388 du 8 août 2006. L'exploitant peut solliciter une modification de la prescription (<i>R. 181-46 du CE</i>) dès lors que les éléments d'appréciation justifient que les mesures alternatives proposées offrent un niveau de sécurité au moins équivalent à l'objectif fixé initialement.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis d'éléments à la suite de ce constat.</p> <p>Il évoque la difficulté de clôturer en bordure de chemin communal et la présence de dispositifs de sécurité (bâtiments fermés en dehors des heures de travail, alarmes). L'inspection note que les modalités de protection vis-à-vis du bac de traitement ne sont pas optimales puisqu'il est</p> |

|                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| directement accessible et son couvercle n'apparaît pas être verrouillé en l'absence de surveillance. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                     |
| La non-conformité identifiée lors de l'inspection de 2017 n'est pas soldée.                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                |

### N° 3 : Etat et gestion des matières stockées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etat et gestion des matières stockées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées et utilisées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses dont les produits biocides et substances actives utilisés, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent ou autorisations de mise sur le marché au titre de la réglementation sur les produits biocides (règlement (UE) n° 528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides).</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Ces documents lui permettent de connaître la nature et les risques des matières présentes dans l'installation.</p> <p>Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations indiquées dans ces documents (en particulier usages autorisés, méthodes d'application, doses, fréquences de traitement, compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>La présence dans l'installation des produits biocides et substances actives est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le biocide utilisé pour le traitement du bois est le SARPALO 860 (Adkalis/groupe Berkem). Il s'agit d'un produit insecticide, fongicide et anti-termite.</p> <p>Un classeur dédié au produit est présent sur le site. Il inclut notamment la fiche technique, la fiche de données de sécurité (FDS), l'attestation de conformité du fabricant ainsi que des résultats d'analyses visant à vérifier le respect du pourcentage de dilution (dernier prélèvement du 25/09/2024).</p> <p>Le nom du produit et les principales précautions à respecter sont également affichées à proximité du bac de traitement.</p> <p>Le produit est dilué à 5 % et c'est un salarié de l'entreprise qui effectue l'opération au moyen</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

d'une pompe doseuse. L'exploitant indique que le produit est livré en fût unique de 220 L à une fréquence de une à deux livraisons par an selon le niveau d'activité. C'est une vérification de la hauteur de produit dans le bac qui déclenche la commande, puis l'opération de remplissage dans les jours qui suivent la livraison selon l'exploitant. Le stockage se limite donc à un fût durant quelques jours.

La FDS du produit prévoit de récupérer les éventuelles fuites avec des matériaux absorbants (rubrique 6 de la FDS) et les déchets qui en découlent doivent suivre une filière d'élimination spécifique (rubrique 13). C'est également le cas des fûts vides qui correspondent à des emballages souillés. Ces différents déchets dangereux doivent faire l'objet d'une traçabilité spécifique. Ces dispositions ne sont pas appliquées sur le site (non-conformité).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre à disposition une réserve de produits absorbants, stocker les déchets dangereux séparément des autres déchets et respecter les conditions d'élimination conformément à la réglementation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Stockage des produits sur rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.4.3

**Thème(s) :** Produits chimiques, Stockage des produits sur rétention

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

**Constats :**

L'exploitant indique que le produit concentré de traitement du bois, classé dangereux pour l'environnement et pour la santé humaine, est rapidement utilisé (quelques jours) après la livraison. Cependant, ce stockage, même de courte durée, doit s'effectuer à l'abri et sur un bac de rétention d'une capacité correspondant au volume stocké (fût d'environ 220 L). Cette disposition n'est pas respectée (non-conformité).

La cuve à gasoil, correspondant à une non-conformité majeure relevée en 2017 (absence de rétention et emplacement inadaptée), a bien été évacuée du site.

|                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                         |
| Mettre en place une rétention d'une capacité suffisante pour le stockage du produit de traitement avant son utilisation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                    |

#### N° 5 : Traitement du bois

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 8.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Traitement du bois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bac de traitement est installé sous un abri, dans une rétention étanche équipée d'une alarme sonore se déclenchant en cas de présence de liquide dans la rétention.<br/> Les bois traités sont égouttés au-dessus du bac de traitement.<br/> Après égouttage, les pièces de bois traitées sont disposées sur une dalle béton pour être emballées dans un film polyéthylène soudé sur place. L'aire sur laquelle est réalisé cet emballage est située sous abri et aménagée de façon à permettre la collecte d'éventuelles égouttures.<br/> Les pièces de bois ainsi emballées peuvent être dirigées vers l'aire d'expédition sous réserve que l'emballage soit étanche.<br/> Le bac de traitement est couvert en dehors des horaires de travail de l'établissement.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le bac de traitement est disposé à l'abri, dans une fosse maçonnée constituant la rétention.<br/> L'état général de cette rétention est dégradé avec la présence de parpaings cassés et son étanchéité n'est pas démontrée (non-conformité).</p> <p>L'exploitant indique que les bois sont trempés 3 minutes, puis égouttés au-dessus du bac pendant 20 minutes environ. Après égouttage, les bois traités sont disposés à l'abri puis emballés (film thermosoudé). Une partie du bois emballé peut être stockée sur une zone spécifique à l'extérieur avant expédition.</p> <p>Le bac de traitement est équipé d'une alarme qui, selon l'exploitant, est constituée de deux dispositifs permettant de détecter une perte de confinement. Il s'agit d'un détecteur de niveau (flotteur) dans la cuve et d'un autre détecteur disposé au fond du bac de rétention.<br/> Cette alarme a été testée avec difficulté durant l'inspection. Si le dispositif présent dans la cuve a bien déclenché l'alarme après plusieurs manipulations, le dispositif en fond de bac n'a pas pu être identifié. Le déclenchement de l'alarme en cas de présence de liquide dans la rétention n'a donc pas pu être testé (non-conformité).<br/> A noter que cette alarme de détection de liquide « point bas » n'avait déjà pas pu être testée lors de l'inspection de 2017 et avait donné lieu à l'observation suivante :<br/> <b>Constat n° 2017/04/11-1 -Observation :</b> l'exploitant justifiera le fonctionnement de l'alarme permettant de détecter un liquide dans la rétention (<i>détection point bas</i>).</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Aucun élément n'a été transmis par l'exploitant.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Le bac est doté d'un couvercle constitué de plusieurs panneaux d'OSB.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Reprendre l'étanchéité du bac de rétention et garantir, conformément aux dispositions de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/08/2006, un volume disponible correspondant au volume maximal de produit.<br>Équiper la rétention d'une alarme sonore se déclenchant en cas de présence de liquide.<br>Fournir à l'inspection les justificatifs attestant de la conformité des travaux réalisés. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 6 : Système de chauffage

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.13                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de chauffage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation.<br>L'exploitant définit clairement les conditions (température, pression, inertage, etc.) permettant le pilotage en sécurité de ses installations. Les installations qui utilisent des procédés exigeant des conditions particulières disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou d'engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné. Les systèmes de chauffage utilisant des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'arrêter automatiquement le chauffage en cas de détection. Les résistances éventuelles sont protégées mécaniquement afin de ne pas rentrer directement en contact avec les produits susceptibles de s'enflammer. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les opérations destinées à tester l'alarme du bac de trempage ont entraîné la mise en fonctionnement de résistances de chauffage au sein du bac. Il s'en est suivi assez rapidement un dégagement significatif d'émanations gazeuses très inconfortables.<br><br>L'exploitant indique que ce dispositif de chauffage est utilisé très ponctuellement en période de gel.<br>Tout d'abord, cet incident révèle un réel défaut de l'installation sur le plan électrique, un test d'alarme ne devant pas générer la mise en route du chauffage. Par ailleurs, d'après les échanges avec l'exploitant, ce dispositif de chauffage n'est pas doté d'équipements de sécurité garantissant l'absence de surchauffe et risques associés (incendie notamment).<br><br>Par ailleurs, d'après la documentation du produit, il est fortement déconseillé d'inhalier des vapeurs ou du brouillard contenant le produit. La FDS (rubrique 10) indique que, exposé à des                                                   |

|                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| températures élevées, le mélange peut dégager des produits de décomposition dangereux. A noter par ailleurs que la fiche technique du produit déconseille de traiter des bois gelés. |
| Par courrier du 14 mars 2025, l'exploitant informe l'inspection que le système de chauffage a été enlevé avec deux photos à l'appui.                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                         |

**N° 7 : Plan des réseaux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 4.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.<br>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas pu fournir de plan des réseaux (non-conformité).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Établir un plan des réseaux à jour comportant l'ensemble des informations prévues à l'article 4.2.2. Ce plan devra être transmis à l'inspection.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 8 : Impact sur les eaux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.5.6                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Impact sur les eaux                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordées au décanteur-déshuileur mentionné à l'article 4.3.5. La canalisation située en aval de ce décanteur - ou le |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| décanteur lui-même - est équipée d'un dispositif d'obturation afin de confiner les eaux sur le site.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Des traces d'hydrocarbures sont identifiées sur les zones de circulation.<br/> Les eaux météoriques ruisselant sur le site ne transitent pas par un décanteur-déshuileur (non-conformité). L'absence de plan des réseaux ne permet pas de cerner la configuration du site quant à la circulation des eaux.<br/> A noter que l'article 4.3.6.2 de l'arrêté d'autorisation prévoit l'aménagement d'un point de prélèvement en aval du dispositif de traitement.</p> <p>Le site n'est pas équipé d'un d'obturateur permettant de confiner les eaux lors d'un accident ou d'un incendie (non-conformité). Cette prescription est également prévue à l'article 4.14 de l'arrêté ministériel du 02/03/2023 pour une mise en application à compter de mars 2025.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Assurer la collecte des eaux de ruissellement du site et leur traitement dans un décanteur-déshuileur.<br/> Prendre les dispositions nécessaires pour confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 8 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

#### N° 9 : Consommation d'eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 4.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4.1.1 Origine des approvisionnements en eau<br/> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :<br/> Réseau public : consommation maximale annuelle de 600 m<sup>3</sup></p> <p>4.1.2 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvements<br/> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés pour éviter tous retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou des milieux de prélèvement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le compteur d'eau a bien été identifié lors de l'inspection et les factures mises à disposition (ECLA) montrent une faible consommation annuelle comprise entre 33 et 58 m<sup>3</sup> entre 2020 et 2023.</p> <p>Il n'a pas été identifié de dispositif de disconnexion sur le site garantissant l'absence de retour de produit dans le réseau d'eau potable et un risque apparaît pouvoir exister lors du remplissage du</p>                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------|
| bac de traitement (effectué par l'intermédiaire d'une pompe doseuse DOSATRON). |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>               |
| Mettre en place un dispositif de disconnexion si nécessaire.                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                          |

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 4.5.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :<br>- extincteurs mobiles en nombre suffisant et de classes adaptées aux feux à combattre<br>Un poteau incendie est présent sur le domaine public à proximité du site.<br>Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant proposera à M. Le Préfet :<br>- soit une étude technico-économique accompagnée d'un échéancier de réalisation pour une réserve d'eau dont le dimensionnement et l'emplacement seront valisés par le SDIS,<br>- soit l'accord de la Mairie pour l'installation d'un nouveau poteau d'incendie public dans des délais à préciser et en un lieu à définir en accord avec le SDIS. |
| <b>Constats :</b><br><br>Un poteau incendie est bien présent sur le domaine public à proximité du site. Lors de la visite, son débit n'est pas connu de l'exploitant qui se renseignera à ce sujet auprès de la mairie ou du SDIS.<br>Par courrier du 14 mars 2025, l'exploitant indique que le débit du poteau incendie est de 72 m3/h sous 1 bar de pression dynamique.<br><br>La présence d'une citerne souple de 120 m <sup>3</sup> a bien été constatée sur place. Elle est équipée d'un raccord pompier et présente un état général correct.<br>Une quarantaine d'extincteurs sont présents sur le site. Ils font l'objet d'une vérification annuelle et la dernière du 23/05/2024 n'a pas mis en évidence de non-conformités.                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 11 : Contrôle des installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.3.3                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. |

[...]

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

[...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

**Constats :**

Une vérification des installations électriques est réalisée chaque année, la dernière datant du 12/09/2024 (la précédente du 08/09/2023).

Le dernier rapport de vérification (SOCOTEC - mission du 12/09/2024) fait état de nombreuses non-conformités qui apparaissent être récurrentes puisqu'elles portent la mention « déjà signalée ». Il n'est pas précisé les suites données à ces observations et il n'a pas été mis en place de registre comme prévu à l'article 4.12 de l'arrêté ministériel du 02/03/2023. Ces éléments traduisent un entretien insuffisant des installations (non-conformité).

Le compte-rendu Q18 conclut cependant que l'installation électrique « ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ».

Une thermographie infrarouge est réalisée tous les 2 ans. Le rapport correspondant à la dernière vérification du 05/03/2024 par SOCOTEC (compte-rendu Q19) ne met pas en évidence d'anomalie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Garantir le bon entretien des installations électriques, remédier aux nombreuses anomalies constatées et assurer une traçabilité des actions mises en œuvre (registre).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois